

Point n° 2.3 à l'ordre du jour

Conseil académique du 30 mars 2021

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-4 et L. 712-6 1° III ;

Vu les Statuts de l'Université de La Réunion ;

Après en avoir délibéré, les membres approuvent le procès-verbal du Conseil académique réuni en séance plénière du 27 octobre 2020, [annexé](#).

Résultat du vote électronique:

Nombre de présents ou représentés au moment du vote : 62

Nombre de voix pour : 33

Nombre de voix contre : 0

Nombre d'abstentions : 27

Nombre de présents n'ayant pas pris part au vote : 2

Fait à Saint-Denis le **08 SEP. 2021**

Le Président du Conseil académique

Professeur Gilles LAJOIE



Transmis à la Rectrice de la Région académique de La Réunion, Chancelière des universités, le **09 SEP. 2021**

Publié au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion, le **09 SEP. 2021**

Direction des affaires juridiques et institutionnelles
Service des affaires institutionnelles

**CONSEIL ACADEMIQUE
PROCES VERBAL DE LA SEANCE PLENIERE
DU 27 OCTOBRE 2020**

Le Conseil académique s'est réuni en formation plénière le **mardi 27 octobre 2020 à 14 heures en visioconférence** sous la présidence du Professeur Gilles LAJOIE, président du Conseil académique.

Sur 63 membres en exercice dûment convoqués, 33 étaient présents ou représentés à l'ouverture de la séance à 14h12. Le quorum étant atteint, le Conseil académique de l'Université de La Réunion a pu valablement siéger sur l'ordre du jour suivant :

1. Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 16 juin 2020 (sous-réserve).
2. Contrat quinquennal 2020-2024.
3. Dialogue de gestion 2021.

Points d'information :

4. Police administrative.
5. Processus de renouvellement des instances.
6. Questions diverses.

MEMBRES PRÉSENTS

Président du Conseil académique : Gilles LAJOIE.

Professeurs : Alexis PARMENTIER - Yves CROISSANT - Bernard IDELSON - Yvan COMBEAU - Christian OLLIVIER - Georges DALLEAU - Jean DIATTA - Harry BOYER - Christian LEFEBVRE D'HELLENCOURT.

Maîtres de conférences et autres enseignants : Hélène PAYET-PONGERARD - Daouda DIAKITE (à partir de 15h11) - Zoulfikar MEHOUMOU ISSOP - Fiona BENARD - Mohamed AIT-AARAB - Dimitri BIGOT - Hélène MAGALON - Chaker EL KALAMOUNI.

Personnels BIATSS : Chantale RICHAUVET.

Usagers : Rudrigue SAUTRON.

MEMBRES REPRÉSENTÉS

Professeurs : Thierry LAMARCHE *par* Fiona BENARD (à partir de 14h48) - Philippe LAURET *par* Harry BOYER (à partir de 14h37) - Marianne MORILLON *par* Jean DIATTA - Jean-Bernard GOUYON *par* Bernard IDELSON - Peter VON THEOBALD *par* Gilles LAJOIE.

Maîtres de conférences et autres enseignants : Daouda DIAKITE *par* Alexis PARMENTIER (jusqu'à 15h10) - Ronan BERNARD-MENORET *par* Harry BOYER - Martine VAUGIEN-CHEUNG HOI PING *par* Zoulfikar MEHOUMOU ISSOP - Christine ROBERT DA SILVA *par* Christian LEFEBVRE D'HELLENCOURT.

Personnels BIATSS : Nicole BONAZZI *par* Chantale RICHAUVET.

Personnalités extérieures : Louis Bertrand GRONDIN *par Dimitri BIGOT* - Anne-Laure MOREL *par Bernard IDELSON* - Danielle GROS *par Alexis PARMENTIER* - Natacha PROVENSAL *par Gilles LAJOIE*.

Usagers : Kendra PIGEON-MERCANTIL *par Fiona BENARD* - Sarah LEBON - Steeve FONTAINE *par Rudrigue SAUTRON* (à partir de 14h28).

ONT ASSISTÉ EN QUALITÉ D'INVITÉS

Patricia DUCRET, vice-présidente en charge de l'égalité femme-homme et des discriminations - Luçay SAUTRON, Chargé des affaires générales - Valère LEE-CHING-KEN, Coordonnateur du pôle excellence et rayonnement - Olivia CHAN-LIAT, Responsable administrative de la Direction de la communication - Nirmal NIVERT, Directeur des affaires juridiques et institutionnelles - Tatiana LEBEAU, assistante au service des affaires institutionnelles, secrétaire de séance.

En préambule, le Président du Conseil académique remercie les membres pour leur présence au regard des agendas particulièrement chargés actuellement.

Questions diverses :

Monsieur Parmentier demande s'il y aura un vote car il n'a pas reçu de lien.

Le Président du CAC précise qu'il faudra, à un moment donné, se connecter à l'adresse <https://question.direct/ur>. Pour l'instant, il n'y a « aucun événement en cours ». Sur ce point, il salue cette belle avancée qui permet à la fois de délibérer, de se voir, de réfléchir et de délibérer à distance avec cet outil de vote. Pour rappel, il est précisé que ce lien peut être ouvert soit par une nouvelle fenêtre, soit avec le téléphone. Il indique que l'identifiant c'est l'adresse mail et il faudra renseigner le mot de passe personnel choisi.

Point n° 1. Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 16 juin 2020 (sous-réserve).

(Rapporteur : Président du Conseil académique)

Point reporté.

Point n° 2. Contrat quinquennal 2020-2024.

(Rapporteur : Président de l'Université)

Historique : la déclinaison et la finalisation du contrat quinquennal rentrent dans le cadre du dialogue contractuel. En mars 2020, une réunion s'est tenue au ministère où il y a eu des échanges avec les responsables concernés, sur l'ensemble des volets du contrat quinquennal. Suite à cette réunion, des comptes rendus ont été transmis. Différents échanges ont permis de stabiliser une proposition qui a été faite au Conseil d'administration, de plusieurs axes de travail et leur déclinaison synthétique pour pouvoir ensuite progresser vers la rédaction du document final. Puis, l'étape suivante était d'apporter des éléments plus complets par rapport à ce qui existait anciennement et qui vont être progressivement étayés et complétés dans les discussions qui auront lieu avec le ministère.

Le plan du document est soumis par le ministère pour le contrat quinquennal qui suit une forme qui doit respecter une certaine nature juridique du document. La DAJI sera associée à la rédaction finale qui devra être signée par l'établissement et par le ministère. Le plan se compose de trois parties visant à identifier l'Université de La Réunion comme une éco-université d'excellence et de proximité avec des éléments de présentation générale qui sont importants à rappeler, notamment du point de vue du ministère.

La présentation générale : L'université de La Réunion est une université en plein développement comptant l'année dernière plus de 17 000 étudiants et franchira, cette année, la barre des 18 000. L'établissement est sans doute une exception française sur cette progression. En termes de moyens, c'est une université qui a été accompagnée par le ministère de façon importante sur le mandat qui s'achève : évolution de la dotation budgétaire de l'État à l'université de La Réunion, la Subvention pour Charge du Service public (SCSP). La progression de 2016 à 2020 a vu un accroissement de plus de 12 millions d'euros. Il est souhaité qu'elle se poursuivre sur les années à venir. Le nombre de personnels de l'établissement compte 1 200 agents et il continue à évoluer. Le budget consolidé est en augmentation puisque au-delà de la dotation État, il y a une dotation en ressources affectées et une dotation en ressources propres qui ne cessent de progresser. La structuration et l'étalement de l'établissement en font une spécificité avec 14 composantes, 22 laboratoires, 19 directions et sept sites d'intervention sur plus de 30 hectares d'emprise foncière pour une université qui reste jeune et en plein développement.

Les axes stratégiques et les objectifs ont déjà été validés par le Conseil d'administration. D'une façon générale, le ministère souhaite, en accord avec les discussions qui ont eu lieu, que l'établissement fasse sur l'ensemble de ses missions l'objet d'un focus sur, par exemple, une formation adaptée, des pôles scientifiques d'excellence et le rayonnement dans la zone Océan indien en particulier, qui est un axe important pour le ministère.

a. Le premier axe du contrat quinquennal 2020-2024 est lié à la formation. Donc, développer une offre de formation favorisant la réussite de l'ensemble des publics accueillis par l'Université de La Réunion et avec un premier objectif qui reste les conditions de la réussite des étudiants en premier cycle qui est une priorité sur ce mandat. Les éléments ont progressé et devront être consolidés.

L'objectif passe par le fait de conforter les dispositifs d'accompagnement à la réussite étudiante et avoir une logique d'évaluation pour percevoir l'efficacité des dispositifs et voir comment les améliorer dans le cadre d'une démarche qualité : diversifier les approches de la réussite étudiante avec tout le travail qui a été mené par exemple, sur la nouvelle offre de formation, avec des formations nouvelles, innovantes et des manières de procéder qui vont dans le sens d'une meilleure réussite ; Faire un travail d'accompagnement des enseignants et enseignants-chercheurs dans le cadre de cette réussite parce qu'il y a un changement vers une nouvelle ère pédagogique avec le développement de l'innovation pédagogique et un service universitaire de pédagogie qui a pu être mis en place en particulier ; Faire aussi le lien avec le lycée, donc continuer sur le bac -3, bac +3 et faire en sorte que les questions d'orientation, de définition de projet professionnel puissent se décliner sous le nouveau format qui est celui des arrêtés concernant l'offre de formation avec un travail en bloc de compétences pour ensuite déployer ces compétences auprès des jeunes.

Le deuxième objectif est la transversalité formation-recherche : Faire en sorte qu'il y ait un vrai lien de formation recherche en deuxième et troisième cycle et former à la recherche par la recherche. Le ministère a été très sensible au dossier qui a été déposé dans le cadre des appels à projets d'écoles universités de recherche. L'idée est d'être en capacité de mêler les laboratoires au deuxième cycle et au troisième cycle de façon très intrinsèque et faire en sorte d'avoir de façon quasi systématique, les compétences scientifiques qui soient déployées dans le cadre des formations de deuxième cycle en particulier ; Conforter l'attractivité du doctorat avec les collectivités territoriales pour avoir un nouveau modèle de contrat doctoral plutôt que d'allocation de recherche doctorale tel qu'il existe aujourd'hui. Une progression est relevée sur ce point avec des allocations doctorales qui proviennent du Conseil Départemental. Avoir une démarche qualité sur le volet formation qui soit conforme, consolidé, c'est-à-dire mettre en place un certain nombre d'indicateurs, avoir une logique de coût de l'offre de formation, de soutenabilité de l'offre de formation, évaluer les enseignements et faire en sorte de les améliorer.

b. Le deuxième axe reprend la consolidation des pôles d'excellence scientifique autour de la science de la durabilité, c'est-à-dire des sciences de l'environnement et de la recherche en santé, en articulation avec les sciences de l'homme et de la société.

Le premier objectif est de renforcer les dynamiques autour des pôles d'excellence reconnus internationalement. En effet, les unités de recherche ont été pour la plupart évaluées de façon excellente par le HCERES et la démarche a été de consolider l'existant. Il s'agit de poursuivre ce travail et faire en sorte que les résultats positifs soient ceux obtenus par les unités de recherche pour poursuivre avec des indicateurs de productivité qui sont, aujourd'hui, reconnus ; Faire aussi en sorte que les plateformes de recherche et les plateaux scientifiques et technologiques soient soutenables budgétairement avec une logique de coûts complets de la recherche. Il y a eu des groupes de travail au niveau national sur le sujet, donc il s'agit d'être en capacité d'avoir le coût global des installations et d'être en capacité de mobiliser à la fois les fonds d'établissements, mais aussi les fonds des organismes de recherche qui accompagnent pour que ces outils puissent être renforcés. Enfin, consolider le projet santé et sciences de l'environnement dans le contexte du changement global avec la logique qui a été celle du déploiement de plateformes de recherche scientifique. L'idée est d'être dans cet axe très proactif et avoir un projet solide qui associe l'ensemble des partenaires.

Le deuxième objectif est celui de la Maison des Sciences de l'Homme de l'Océan Indien (MSHOI). Des modèles existent : l'objectif est de se baser sur la structuration actuelle, notamment la Fédération OSOI pour mettre en œuvre ce projet qui a été par ailleurs évoqué dans le schéma de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation qui est porté par le Conseil régional. L'idée est que les partenariats soient renforcés en sciences humaines et sociales, notamment sur ce concept de science de la durabilité et que cet outil puisse porter l'ensemble des compétences de l'activité, de la productivité également de l'établissement et de ses partenaires au sein de la zone Océan Indien. Il s'agit aussi de renforcer les moyens récurrents des unités de recherche, en (SHS) en particulier avec un modèle d'allocation des moyens qui intègre l'ensemble des canaux de financement. Il s'agit d'avoir une vision globale sur ces moyens qui sont alloués aux unités de recherche, en particulier dans ce domaine des (SHS).

c. Le troisième axe est de conforter le positionnement stratégique de l'établissement dans son environnement régional et extra régional.

Faire en sorte avec un premier objectif de continuer le développement de la mobilité sortante des étudiants et des personnels en s'appuyant sur les programmes qui existent, de déployer également le programme qui a été signé avec Campus France et le Conseil Régional et qui s'apparente au programme d'échange Erasmus Ol. Compte tenu de la part croissante des étudiants internationaux, des efforts qui sont déployés par l'établissement et la progression de la mobilité associée, être en capacité de consolider ces éléments, avoir les moyens, mais aussi la qualité d'accueil et l'accompagnement attendue d'un établissement français dans un Océan Indien.

Le deuxième objectif est celui de positionner l'Université de La Réunion sur la zone indienne océanique en développant les synergies en formation recherche dans le cadre d'un réseau qui a commencé à être mis en place, c'est le réseau des établissements d'enseignement supérieur de l'Océan Indien, donc des universités et établissements. Cela constitue un élément fort de la politique internationale en Europe et l'objectif est d'arriver à fédérer dans cette zone Océan Indien l'ensemble des partenaires pour mettre en avant une gouvernance collégiale et fédérative pour que ce réseau puisse se développer.

Le troisième objectif est de faire de l'Université de La Réunion un établissement en tête de pôle de l'enseignement supérieur européen par le développement des partenariats avec d'autres universités européennes, notamment dans le cadre du projet d'alliance campus RU. L'établissement a déposé à deux reprises un projet d'université européenne avec les régions ultras périphériques de l'Europe. Il s'agit dans le cadre des prochaines années de continuer le travail sur ce sujet. Il y a une vraie attente dans le domaine et une vraie capacité des partenaires à porter le projet. Le principe et l'objectif à terme est de créer le premier campus européen ultra périphérique avec une offre de recherche et des thématiques qui soient dédiées à ce partenariat centré sur les îles et territoires ultramarins, être en cohérence avec les domaines qui sont porteurs et avoir aussi une pédagogie innovante sur le sujet. Etant sur le rayonnement international, il faut à travers ces différents objectifs favoriser l'ensemble des échanges et devenir réellement une plaque tournante des compétences dans le domaine.

e. Un quatrième axe qui vient renforcer les trois premiers est transversal et se recentre sur le fonctionnement même de l'université, celui de renforcer les fonctions de pilotage mises au service de la stratégie de l'université.

Le premier objectif est de développer un pilotage central performant permettant une connaissance des coûts complets. Ce sont des choses qui ont déjà été amorcées, mais qui doivent être consolidées pour avoir des indicateurs de suivi sur l'ensemble des grands domaines sur les ressources humaines, les finances, les données patrimoniales avec en ligne de mire une potentielle évolution patrimoniale dans les quelques années à venir. Il est important d'aller vers une comptabilité analytique, faire en sorte que sur un ensemble de projets qui sont portés d'avoir le coût exact de l'ensemble des activités et poursuivre sur le contrôle de gestion, donc avoir une vraie logique où les coûts sont maîtrisés et contrôlés, de sorte à ne pas se retrouver dans des situations difficiles. Poursuivre aussi un pilotage qui soit partagé, c'est-à-dire un dialogue de gestion qui soit renforcé et des contrats d'objectifs et de moyens qui soient élargis à la dimension recherche et aux activités transversales de l'établissement. Et aussi, avoir la capacité de gérer de façon prévisionnelle les emplois et les compétences dans une démarche qualité avec un outil qui a commencé à être développer, c'est le système d'information décisionnel.

Le deuxième objectif est dédié aux moyens, donc au-delà de la dotation « État » et toutes les ressources affectées, avoir de plus en plus de ressources propres. Le ministère souhaite que les ressources se diversifient pour consolider les moyens établissements et faire en sorte que tout ce qui est produit par l'établissement et son patrimoine puisse être valorisé. Sur ce domaine, il y a un grand champ qui est celui de la formation tout au long de la vie et le principe est de suivre l'exemple, la DFTLV, l'IUT, l'IAE pour avoir de plus en plus d'opérateurs sur ce champ et faire en sorte que sur l'ingénierie de projets, l'établissement soit de plus en plus performant, accompagné de plus en plus de porteurs de projets pour émerger à des guichets de financements qui soient européens, qui soient de l'ANR ou autres. Puis, avoir une logique de valorisation de la recherche par des brevets, par un certain nombre de contrats. Avoir un lien fort pour le transfert technologique dans le monde économique et tirer de ces éléments des moyens qui soient en augmentation pour l'établissement.

Le troisième objectif est une démarche entamée par l'association de l'ENSAM, l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier et de l'Université qui est celui de l'intégration de l'antenne locale de l'école d'architecture de Montpellier en tant que composante à part entière de l'Université de La Réunion. Les discussions ont déjà démarré. Il s'agirait de les poursuivre pour aller plus loin sur cette démarche d'intégration et valider l'ensemble des étapes pour qu'à terme, l'antenne de l'ENSAM devienne une école d'architecture interne de l'Université de La Réunion qui serait à l'échelle nationale une première, ce qui permettrait que d'autres initiatives de la même nature puissent progresser. Pour mettre en œuvre ce contrat, le ministère demande d'être très succinct sur des indicateurs et des jalons, *a contrario* du précédent contrat où il y avait une cinquantaine d'indicateurs et où globalement le constat était la difficulté à suivre la démarche. L'idée va être d'avoir une dizaine d'indicateurs au maximum sur ce contrat avec le bilan des dispositifs déployés par l'établissement pour favoriser la réussite. Ces bilans sont déjà demandés chaque année, par exemple, pour obtenir les moyens de l'année suivante sur les moyens ORE. Faire aussi en sorte d'évaluer l'efficacité des dispositifs, être en mesure d'identifier les trajectoires avec un certain nombre d'indicateurs tels que les taux de réussite, les taux d'étudiants, le taux de réorientations et le taux d'abandons et avoir aussi un suivi de la mise en place des contrats pluriannuels d'objectifs des moyens. Sur ce point, il a été souhaité d'inverser les choses pour être plus cohérents avec la démarche, c'est-à-dire signer le contrat d'abord, puis signer les CPOM par la suite. Faire aussi un point d'étape sur les avancées en matière de pilotage. Le système d'information décisionnel a été évoqué, mais il y en a d'autres, notamment liés à la GPEC qu'il faudra décliner et avoir une lecture aussi financière, notamment sur l'évolution des ressources propres et de la suivre de façon assez particulière pour l'intégration de l'antenne locale de l'école d'architecture au sein de l'établissement. Il va falloir des moyens pour être en capacité de porter l'ensemble de ces missions. Les moyens ont été déjà identifiés, le tableau présenté ne contient que la partie fonctionnement et n'intègre pas le volet de la masse salariale.

Sur la partie fonctionnement, il s'agit de progresser de façon forte puisqu'à l'heure actuelle, la subvention pour charge de service public au niveau de l'établissement donne une dotation à hauteur de 9 millions d'euros, alors que globalement les besoins sont plutôt à hauteur de 12 millions d'euros. Ils sont estimés sur 2020-2024 à environ 14 millions d'euros. Donc, il va s'agir d'aller chercher les 4,85 millions d'euros manquants. Le ministère souhaite plutôt raisonner en termes de dotation globale plutôt qu'en termes de dotation de fonctionnement.

Sur la partie masse salariale, les mêmes indications que celles qui ont déjà été données dans les discussions restent d'actualité. Ces demandes sont formulées actuellement et des éléments de réponse dans le cadre du dialogue stratégique et de gestion, puisque l'objectif est de rééquilibrer le taux d'encadrement pédagogique pour un principe de création de postes de 15 par an sur le contrat quinquennal, retrouver les ratios qui sont ceux de la typologie au niveau national entre la part des enseignants-chercheurs dans leur demande d'emploi globale de l'établissement et la part des personnels BIATSS au sein de ce même nombre total d'emplois au niveau de l'université. Les éléments de synthèse sur ce contrat sont en cours de rédaction et fera l'objet d'une soumission au ministère.

Débat :

Madame Magalon souhaite revenir sur la pédagogie à la page quatre des budgets. Elle fait savoir l'importance des échelles, et que cela peut modifier les données. Elle rappelle que le passage de 97 millions à 102 millions, fait une augmentation de 5 %. L'impression d'une augmentation significative serait ici trompeuse car exagérée.

Le Président du CAC acquiesce et ne contredit pas cette impression visuelle sur le graphique. Il explique que les chiffres sont parlants ; graphiquement, il rejoint les propos précédents, dans la mesure où il ne part pas d'un zéro pour monter à 89 puis à 102. Il y a effectivement une information visuelle qui peut être trompeuse. Pour autant, il ne peut pas ne pas constater une progression régulière du budget de l'établissement vu le contexte COVID et les flux en augmentation constante.

Le Président de l'UR pense que les enjeux sont sur le fond et extrêmement importants. La question n'est pas celle de l'échelle du graphe qui n'explique pas exactement les choses. Dans la rédaction du document, les éléments sont clairs de ce point de vue. Il s'agit de montrer que la dotation en établissement et les besoins particuliers des établissements sont extrêmement importants et qu'il faut être en capacité d'avoir une projection. À un moment donné, pour être en capacité d'appeler des moyens supplémentaires, il y a bien tous les indicateurs connus de l'établissement qui permettent de démontrer sa capacité de développement. Il ajoute qu'ayant fait un certain nombre de réunions sur le sujet, il faut amener de vrais arguments. Tous les indicateurs sont connus au niveau du ministère qui analyse les bases de données et les chiffres pour avoir aussi une vision aussi synthétique. Il montre l'évolution de l'effectif étudiant qui n'est plus basé sur des argumentations qui avaient lieu en 2015-2016 même si c'était complètement justifié. L'université de La Réunion de 2020-2024 n'a, à son sens, plus rien à voir avec l'université de La Réunion de 2015-2019. Il rappelle que le budget de l'établissement est autour de 170 millions d'euros. Donc, il manque toute la partie des ressources affectées et la partie des ressources propres qui, en synthèse, donnent les moyens alloués à l'établissement, mais pour être mobilisées vont devoir appeler à une forte argumentation.

Madame Magalon complète ses propos en disant qu'il faut remettre à la bonne échelle, ainsi il sera démontré que l'augmentation n'est pas si importante par rapport à l'augmentation des effectifs et la dotation budgétaire de l'État qui ne suit pas cette évolution.

Le Président du CAC précise qu'il s'agit d'une question de forme. Il comprend que la question de fond est la suivante : *est-ce que le ministère nous a accompagné suffisamment ces dernières années au regard de l'augmentation de nos effectifs ? On a l'air de montrer que oui.* En 2017, 97 millions, en 2020, 102 millions, cela fait plus de 5 millions de plus. Il pense qu'en regardant le paysage national et d'autres universités, il estime être parmi les mieux lotis, par exemple, pour des dotations exceptionnelles « ORE » à plusieurs reprises, cela signifie que le ministère

accompagne l'établissement, sans doute jamais suffisamment. Il y a du retard structurel depuis plusieurs contrats, en réalité. Et cela renvoie aux questions du ministère depuis également des années : le fameux ratio enseignants-chercheurs/BIATSS, 53/47, etc. Il pense que ce qu'il faut retenir, c'est d'avoir des arguments solides à démontrer devant une dizaine de personnes du ministère à l'appui des bases de données. Quand les moyens supplémentaires sont obtenus dans ce contexte, il assure ressortir avec le sentiment du devoir accompli qui n'est pas simple. Lorsque le paysage budgétaire financier d'autres établissements qui ont un fonds de roulement de deux ou trois jours, l'université de La Réunion a des finances qui sont saines, des budgets qui permettent de poursuivre les grands programmes de construction au sud notamment, de permettre aux enseignants-chercheurs d'accompagner les programmes FEDER avec des sommes considérables qui sont d'abord en auto-financement université. Cela est aussi la traduction de cette hausse régulière des moyens de la dotation budgétaire de l'État.

Monsieur Combeau garde l'idée d'échelle pour revenir sur un point qui lui paraît important dans la démonstration qui est celle de la Maison des sciences de l'homme de l'océan Indien en SHS. Il pense être sur une dynamique à ne pas rater. Selon, ses propos, le train ne passera pas 36 fois au moment où il y a une organisation des planètes sur l'océan Indien, une organisation de la France, de l'Union européenne, de la STOI sur l'axe indo-pacifique qui se construit. Le rendez-vous est rapide. Il pense qu'il faut sur 2020-2024 ne pas tarder en termes de rayonnement, d'enseignement supérieur, de calendrier à fixer et faire en sorte que ce soit à la fois une Maison des sciences de l'homme de l'océan Indien, mais aussi un vecteur de la politique, en termes de relations internationales pour diffuser au-delà de la zone sur l'axe des ultra-mers, mais aussi en direction de la Chine, de l'Inde, de l'Afrique et plus loin. Il cite les contacts qu'il y a par exemple en ce moment avec l'Université de Moscou qui est très intéressée par l'océan Indien. Il considère que ce n'est pas un défi, mais un rendez-vous indispensable à réussir pour construire cette Maison des sciences de l'homme très rapidement en concertation avec les collègues, pour trouver quelle est la voie, quelle est la forme, quel est le format voulu qui représente plus qu'un outil, c'est un axe essentiel sur le devenir même de l'université.

Le Président du CAC y souscrit totalement. Il y a eu des échanges à plusieurs reprises avec les collègues d'OIES sur cette possibilité de marcher dans les pas de l'université de Polynésie française avec la MSH du Pacifique, la dernière créée en France, alors que toutes les grandes régions fusionnées de la métropole ont eu une MSH. Il cite les grands organismes qui sont derrière l'Agence des sciences de l'environnement qui promeuvent cette science de la durabilité. Il souligne les SHS et cette connexion très forte entre les sciences de l'environnement qui posent des questions aux sociétés de la planète. L'université de La Réunion est particulièrement bien placée pour répondre en zone tropicale à un certain nombre de questions qui se posent aux sociétés ultramarines dans cette zone particulière de la planète.

Monsieur Dalleau demande s'il y a une prime au bon score, c'est-à-dire si l'établissement présente de gros pourcentages de réussite en licence, peut-il espérer avoir plus de moyens ? Car sur le terrain, il relève que les enseignants et parfois même les étudiants ne sont pas très satisfaits de leur propre réussite se disant que la réussite est un peu surévaluée. Il demande s'il y a eu des réflexions pour intégrer d'autres facteurs qui viendraient pondérer peut-être ce taux de réussite mirobolant de façon à rester plus près d'une vraie réussite d'étudiant. Puis, il questionne sur les possibilités d'encadrement de formation et de recherche. Les campagnes d'emplois montrent qu'au niveau des enseignants-chercheurs c'est souvent du renouvellement au lieu des créations pures. Dans le modèle de ce contrat quinquennal, l'établissement peut-il espérer avoir plus de créations de postes d'enseignants-chercheurs ? Cela l'amène également au poste de contrat doctoral. À maintes reprises, il a été précisé au directeur de laboratoire d'avoir plus de contrats doctoraux. Il y a une piste qui est annoncée en lien avec le Conseil régional et le Conseil départemental et va amener de vrais contrats doctoraux, pas uniquement des allocations de recherche. Il propose d'insister encore un peu plus auprès du ministère pour une compensation dans le cas où cette piste n'abonde pas en contrats doctoraux ou augmenter le nombre de contrats doctoraux. Enfin, il fait part de ses difficultés à voir l'articulation entre l'axe quatre et l'objectif trois qui concerne l'intégration de l'école d'architecture.

Le Président du CAC répond sur la question d'une prime à la réussite qui serait mise en exergue et qui serait parfois ce qui a été appelé une réussite surévaluée. Du côté ministère, il n'y a pas de nuance, il n'y a pas de finesse sémantique. Il y a des taux de réussite. Le nouvel arrêté qui n'est plus nouveau désormais, national des diplômes, puis l'arrêté licence a rebattu les cartes en quelque sorte. C'est tout l'esprit de la Nouvelle Offre de Formation (NOF). Il rappelle qu'une licence n'est plus systématiquement trois ans, c'est 180 crédits, cela peut se faire en deux ou cinq ans, il est capitalisé. Mais à la fin des fins, il y a cette notion de réussite et de parcours de réussite avec deux nouveaux modèles qui n'existaient pas. Il y a quelques semaines, la validation par le ministère, sur les diplômes Bac+1 avec le label PaRéO. C'était le modèle du CPESIP il y a dix ans. Cette notion de réussite est sans doute plus large que jadis et elle est revue à l'aune d'autres critères. Il s'agit, pour les étudiants : de ne pas être totalement en décrochage, de pouvoir se réorienter, de pouvoir choisir un avenir professionnel dans ou à proximité de leur université d'origine. Dès lors que l'étudiant a compris qu'il n'a pas ou qu'il n'aura peut-être jamais les prérequis pour faire une licence en droit, ce n'est pas pour cela qu'il doit définitivement décrocher. Il peut se rediriger vers d'autres métiers. Ensuite, sur le « gros taux de réussite », il fait part des parcours adaptés. La réalité est une offre de formation qui s'est adaptée dans le secondaire, c'est la réforme du bac qui doit s'adapter dans le supérieur parce que le taux de réussite en licence nationalement de 34 % était socialement insupportable au fil des années. C'est pour cela que le législateur a revu profondément ces questions et ces notions de réussite. Tout cela prendra des années, mais que des composantes travaillent ensemble, imaginent des parcours et des passerelles, des parcours de redirection différents de ce que furent les monolithes disciplinaires pendant des décennies, ce n'est pas un mal. Il se dit satisfait d'avoir des résultats qui se sont améliorés factuellement et ils sont aussi portés à la connaissance du ministère. A la fin, c'est le jury qui est souverain et qui décide de la réussite ou de l'échec. Sur le deuxième point relatif aux postes d'enseignants-chercheurs et plus de postes de contrats doctoraux, il rappelle à Monsieur Dalleau qu'il y a un seul budget. Ce budget doit être équilibré avec cette préconisation du ministère d'un rééquilibrage en faveur des enseignants-chercheurs, le fameux ratio 53/47, ce qui a déjà été un peu initié durant les dernières campagnes emplois. C'est un signe fort envoyé au ministère. A chaque fois dans l'établissement, il y a une remontée des besoins chez les BIATSS, c'est environ 80 besoins qui sont exprimés. C'est toute la difficulté de l'exercice. Il assure pouvoir prioriser et avoir plus de contrats doctoraux, mais cela pèsera dans le budget. De fait, cela empêchera peut-être, cette année, la création d'un poste d'enseignant-chercheur en plus. Il termine en disant avoir privilégié la notion de rehaussement qui avait été fait pour les personnel BIATSS. Cette solution est d'un point de vue purement budgétaire et pratique. Elle pèse moins et permet quand même, au sein de l'établissement, de faire progresser les carrières de quelques collègues qui le méritent amplement. Le souhait est d'aller toujours vers une dotation budgétaire de l'État qui va croissant pour avoir effectivement plus de postes d'enseignants-chercheurs, plus de postes de chercheurs avec les organismes.

Enfin, sur la question relative à l'axe 4 sur l'école d'architecture. À titre personnel, il rappelle que c'est un dossier qui s'inscrit dans le temps long et date d'avant la mandature actuelle. Du temps a été pris, vu le contexte et la tension notamment au niveau des effectifs, la gouvernance actuelle a souhaité aller doucement dans la négociation avec le ministère de la Culture rencontré à Paris il y a deux ans, le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, pour blinder véritablement la question des postes. Avec le Président de l'UR, il déclare avoir été extrêmement prudents, en validant avec le ministère la question des moyens humains. Pour autant, il y a une vraie volonté de rapprochement, d'une école d'architecture et des objets scientifiques qui sont celles sur les paysages, sur l'urbanisme et des connexions naturelles avec les enseignants-chercheurs de la 24e section du CNU qui travaillent les mêmes objets. Il y a des dossiers très importants qui ont déjà associé des collègues de l'UMR Espace-Dev, de l'ESIROI du groupe de recherche Piment, parce qu'il s'agit d'urbanisme, de villes durables. Ensuite, il y a une volonté nationale de valider, de masteriser les diplômes d'architecture. Il termine en faisant référence à l'UFR SANTE qui est un peu sous cette dynamique en 2010, CHU en 2012, et le processus a pris dix ans. Il pense que pour le prochain contrat, il sera assez judicieux de donner corps à cela, mais en prenant toutes les précautions en termes de moyens.

Monsieur Dalleau éclaire ses propos sur l'intégration d'une école d'architecture. Il ne comprend pas l'articulation entre l'axe quatre qui concerne le système d'information et l'intégration d'une école d'architecture. Il comprend aujourd'hui que c'est un exercice sur le prochain contrat quinquennal. Il demande comment les axes stratégiques en cours de développement permettront d'avoir les moyens de bien fonctionner et de faire vivre les ambitions, en particulier sur les enseignants-chercheurs et contrats doctoraux.

Le Président de l'UR répond que ce qui peut ramener comme moyens nouveaux est directement proportionnel aux résultats. Sur la réussite, il met en évidence ce qui s'est passé entre 2018 à 2020, en termes de moyens nouveaux « ORE », dédiés au volet « réussite » en 2018 : 338 000 euros ; en 2019 : 750 000 euros ; en 2020 : 2,027 millions et sur la dernière tranche : 2,100 millions d'euros. Ce qui a permis cette évolution sur les moyens ORE est les résultats passant d'une moyenne de 24 % de réussite en première année, à une moyenne supérieure à 37 %. Cette progression est évaluée par le ministère comme étant un signe encourageant qui a permis de bénéficier de ces moyens nouveaux. Sur la question de la création des postes, il a été indiqué sur les dernières campagnes emploi, qu'il s'agissait plutôt des requalifications d'emplois existants. Il indique sur cet élément que ce n'est pas tout à fait vrai car en regardant ce que les moyens nouveaux « ORE » ont rapporté à l'établissement depuis 2018 avec cinq créations d'emplois et basculé en 2019 avec un modèle différent. Ce n'était plus un nombre d'emplois créés au sein d'un établissement, mais une masse salariale qui était allouée. À partir des 2,027 millions euros, il y avait une masse salariale à peu près de 1,8 million d'euro soit environ une vingtaine de postes créés au sein de l'établissement, sachant que ces moyens sont des moyens sous clé, donc des moyens pérennes. Ce sont des créations d'emplois qui viennent augmenter le plafond d'emplois de l'établissement. S'agissant du compte financier de l'établissement, l'évolution du plafond d'emplois n'est pas du tout horizontale et assez croissante. Le but est de faire en sorte sur cette progression de garder la même pente. Sur les 109 emplois proposés, l'ensemble des campagnes emploi de 2017 à 2020, le mandat actuel a proposé 84 emplois d'enseignants et d'enseignants-chercheurs contre 25 emplois de personnel BIATSS. Pour travailler au rééquilibrage du taux d'encadrement pédagogique par rapport à ce qui se retrouve au niveau national. Il rappelle deux campagnes emploi à 22 postes et une campagne emploi à 18 postes. Sur 70 emplois créés, il y a 62 emplois BIATSS pour réaliser les campagnes Sauvadet contre 8 emplois d'enseignants, enseignants-chercheurs. D'une façon générale, ce qui a été indiqué au ministère sur le rééquilibrage du taux d'encadrement pédagogique est la création de 75 emplois sur le prochain contrat parce qu'il est nécessaire que l'action de formation, l'action de recherche, les missions qui sont derrière soient complètement accompagnées. Ces négociations amènent de la masse salariale. Il ne tient qu'à l'établissement de faire des emplois d'enseignants-chercheurs, des emplois de BIATSS ou des emplois type contrats doctoraux. L'université étant établissement autonome, c'est en interne qu'est décidée la qualification des emplois. Si la progression se poursuit en termes de masse salariale allouée, il y aura la possibilité de progresser en termes de contrats doctoraux créés au sein des établissements. Il y a toute cette démarche qui est menée avec le conseil régional et le conseil départemental. L'idée est d'intégrer dans les PEO 2021-2027, une fiche dédiée qui va permettre d'amener la masse salariale supplémentaire. Il faut trouver le véhicule financier et réglementaire pour permettre de basculer ces fameuses allocations régionales ou départementales de recherche à des contrats doctoraux régionaux ou départementaux. Enfin, sur la dernière question, à son sens, la proposition de l'objectif qui consiste à explicitement mentionner l'intégration de l'école d'architecture vient du ministère qui a fait le lien à l'axe quatre relatif au pilotage des stratégies avec une formulation un peu particulière, mais qui est dans la stratégie de l'Université. L'idée est d'avoir une politique de site sur le territoire réunionnais qui soit une politique ambitieuse et pilote. De ce fait, l'intégration première à l'échelle nationale d'une composante qui serait une école d'architecture participe d'une politique de site, donc un outil de pilotage à l'échelle du territoire, qui est à souligner du point de vue du Ministère.

Monsieur Parmentier demande si le plan du contrat quinquennal est rédigé par le Ministère.

Le Président de l'UR répond par l'affirmative et ajoute qu'il a été défini en relation avec le Ministère et se compose de trois parties. Tous les nouveaux contrats quinquennaux sont faits sur cette base.

Le Président du CAC ajoute que le Ministère a envoyé ce qu'il appelle une trame avec une première partie qui sera littéraire, c'est-à-dire la carte d'identité de l'établissement dans son environnement. Le territoire est très particulier étant la seule université dans une région mono départementale et seule université de l'océan Indien. Par contre, cette première partie fait quatre à cinq pages, c'est dans la maquette. Ensuite, il y a une deuxième partie qui a été plus développée, c'est les axes stratégiques et les objectifs où là, le Ministère demande trois à cinq axes maximum. Donc, les axes sont repris, mais surtout détaillés par objectif avec des jalons et des indicateurs. Ce contrat sera revu à l'aune des jalons des indicateurs tous les ans qui est très différent de ce qui est connu jusqu'alors.

Monsieur Parmentier revient sur le calendrier et demande à quel moment va être signé le contrat. Le DSG démarre en janvier 2021, sauf erreur de sa part et demande plus de précision.

Le Président de l'UR répond qu'il y avait un calendrier qui avait été figé par le Ministère, mais qui a été décalé en raison de la crise COVID. À ce stade, il n'y a pas de précision sur la signature. Il fait savoir que le Ministère fait tout pour que les contrats quinquennaux qui sont arrivés à échéance, soient signés avant la fin de l'année 2020. Puis, sur le Dialogue Stratégique et de Gestion (DSG), il impacte l'exercice budgétaire suivant. Donc, à ce stade, il y a des échanges avec le Ministère qui va amener, à un moment donné, à une réunion d'arbitrage finale qui vont ensuite remonter au national pour intégrer le budget de l'exercice 2021.

Monsieur Dalleau a appris que la masse salariale pouvait être utilisée pour recruter, transformer cette masse salariale en postes d'enseignants-chercheurs, par exemple. Il demande si le critère d'éligibilité qui est la qualification reste valable, dans ce cas.

Le Président de l'UR acquiesce. Il fait savoir qu'il y a une différence entre la soutenabilité, la qualification de l'emploi et le recrutement sur les postes. Les recrutements sur des emplois de titulaires sont des recrutements nationaux qui suivent les canaux nationaux classiques. Il n'y a pas de pouvoir à l'Établissement de modifier ces canaux de recrutement. Il informe d'une loi qui est en cours sur la programmation pluriannuelle pour la recherche qui amènera peut-être à des modifications.

Monsieur Lefebvre d'Hellencourt questionne sur la maintenance des bâtiments de l'Université. Dans les moyens qui sont proposés à la fin du projet de contrat, il y a assez peu de moyens qui sont dédiés aux infrastructures. Il demande si ce sera suffisant pour maintenir l'état des locaux.

Le Président de l'UR explique la progression de façon générale par rapport au contrat quinquennal précédent pour essayer de les amener à la hauteur des enjeux. Il pense que ce sera suffisant pour prendre en charge l'incompressible actuel. Puis, pour tout ce qui est maintenance des locaux, nouvelles opérations, il mentionne le schéma pluriannuel de stratégie immobilière qui fait l'objet d'un certain nombre de financements ou de demandes de financement qui sont les bouclages de ces opérations et permettront de consolider le budget et de venir en renfort des moyens de l'établissement. De plus, sur le document qui est présenté à la fin du diaporama, il s'agit du fonctionnement et non de l'investissement. Ce sont des moyens qui seraient mobilisés pour l'entretien, la gestion et les charges d'exploitation des locaux. Donc, tout ce qui est investissement fait l'objet de financements différents.

Monsieur Lefebvre d'Hellencourt fait une remarque de forme sur le document. S'il devait être envoyé à l'extérieur, il souhaiterait que la photo de couverture soit celle de l'Université de La Réunion, et pas une photo d'un campus américain. Il trouve regrettable pour l'image de La Réunion d'avoir un campus autre qui soit mis en photo en première page.

Le Président de l'UR répond par l'affirmative. Ce document présenté est interne et celui qui va être transmis, une attention particulière sera portée sur la forme finale du document.

Le Directeur des finances et de la comptabilité répond de manière transversale aux différentes questions posées au niveau de la dotation globale de fonctionnement, c'est-à-dire la subvention pour charges de service public déléguée par le Ministère qui est actuellement à hauteur de 103 millions d'euros. Faisant référence au graphique (cf. document), globalement, elle augmente de manière croissante. Ce qu'il relève d'important, c'est la masse globale et à l'intérieur de cette subvention pour charges de service public, de fonctionnement qui est en corrélation avec la montée en puissance des effectifs, via les ratios du Ministère qui sont bien indiqués. C'est-à-dire que dans cette masse de 103 millions d'euros, il n'y aura que du fonctionnement, comme l'a rappelé Monsieur le Président. Une enveloppe « personnel » pour payer la masse salariale de l'exercice et une enveloppe « fonctionnement ». A l'intérieur de l'enveloppe « masse salariale », il y a celle non affectée, c'est-à-dire hors mécanisme nouveau, tels que loi ORE, NOF et autres. Depuis 2016 jusqu'en 2020, cela représente plus de 23 millions d'euros, ce qui correspond à une croissance masse salariale non affectée de 18 %. Contrairement au fonctionnement, pour assurer l'entretien du patrimoine courant de l'année, pour payer les fluides, les dépenses incompressibles, cette enveloppe pèse un peu plus de 9 millions d'euros et il faudra avoir une enveloppe de 13 millions d'euros à l'année. Pour ce faire des démarches sont effectuées auprès du Ministère via le Dialogue Stratégique et de Gestion (DSG) pour accroître cette enveloppe car depuis quelques années, elle stagne au niveau du fonctionnement. S'agissant du patrimoine, tout ce qui est investissement, intègre les plans pluriannuels d'investissement sur du moyen et long terme avec de multiples financements : FEDER, régions, départements entre autres financements publics qui permettent à l'université de La Réunion d'abonder et de réduire l'entretien annuel, si elle investit de manière mécanique sur l'investissement à long terme.

Le Président du CAC explique que ce dialogue a commencé en février 2020 à Paris avec les équipes et le Président, juste avant le confinement. Il propose de passer au vote sur la trame générale du contrat quinquennal 2020-24.

Le vote est organisé à distance via l'outil électronique, les résultats sont :

- 21 voix POUR
- 10 voix CONTRE
- 5 ABSTENTIONS

La trame générale du Contrat quinquennal 2020-2024 est adoptée.

Point n° 3. Dialogue de gestion 2021.

(rapporteurs : Chargé des affaires générales, Directeur des finances et de la comptabilité, Directeur des ressources humaines)

Le Chargé des affaires générales : Sur le volet du DSG, il y aura 2 phases. Donc, du DSG phase 1 qui se tient en ce moment a été balisée sur le mois d'octobre par les autorités académiques, qui consiste à visiter le schéma de fin de gestion 2020 puisqu'il y a un certain nombre de moyens complémentaires qui pourraient être sollicités à ce titre d'ici la fin de l'année. S'agissant de la crise sanitaire, une première demande avait déjà été introduite avec une actualisation des dépenses supplémentaires qui ont été occasionnées, à ce stade. Des projets ont été déposés au titre de la rénovation énergétique d'une part, et d'autre part sur du neuf - la création de l'amphithéâtre bioclimatique. Au titre de la rénovation ainsi que la climatisation, l'établissement a des chances d'obtenir quelques moyens. Il fait savoir que quatre centrales de climatisation sont en fin de vie, donc des projets ont été déposés à ce titre, au niveau de la phase 1. Des ajustements 2020 auront lieu et pour cela, les moyens nouveaux 2021 vont être discutés. Cela signifie que l'établissement recevra une pré-notification d'ici la fin de l'année des moyens 2021 en termes de places supplémentaires en premier cycle et des moyens qui pourront être négociés à ce titre en fonctionnement et en masse salariale.

La phase 2 du DSG va démarrer en janvier et va courir jusqu'en mai 2021. Clairement, il y aura un autre volet de la négociation qui va être effectué en miroir avec le contrat où seront davantage examinés les problèmes de places supplémentaires, puisque les filières sont en tension et le GVT ne serait plus compensé. Du coup, le ministère s'est aperçu qu'il mettait en danger un bon nombre d'établissements. Sur ce point, l'établissement demandera une enveloppe au titre de la compensation du GVT solde. L'exercice se tiendra avec en toile de fond, la notion de bilan. Le rectorat est l'interlocuteur pour la mise en ordre des données. Il y a un gros travail de mise en perspective des bilans sur l'utilisation des moyens supplémentaires alloués. Le rectorat a communiqué toute une batterie d'indicateurs dont l'établissement ne disposait pas. Il a été entrepris un travail de rapprochement des données internes, du contrôle de gestion, avec ces indicateurs généraux qui transitent par le biais du ministère. En exemple est cité le nombre de places qui ont été créées, les actions mises en place en phase de financement qui ont été obtenues, les capacités d'accueil, les bilans et perspectives des moyens ORE qui ont été obtenu, l'accès aux études de santé.

Le Directeur des finances et de la comptabilité rappelle que le deadline pour le DSG 1 est le 30 octobre 2020. Il va permettre de mettre en perspective la future demande d'allocation des moyens pour 2021, par rapport aux trois lettres de cadrage et au Contrat quinquennal sur les priorités stratégiques. Lors du DSG 1, un point important a été abordé parce que l'année 2020 est une année particulièrement sensible et délicate avec la COVID. Il y a eu une remontée au ministère via le rectorat sur l'ensemble de ces éléments à fin septembre 2020 qui s'évalue au niveau des trois enveloppes : enveloppe « personnel », enveloppe « fonctionnement » et enveloppe « investissement » qui représente plus de 2,1 millions d'euros de dépenses publiques à ce stade. Cela sera géré au niveau ministériel par le DFCM et sans doute, qu'il y aura une loi de finances rectificative en fin d'année pour abonder les universités à la hauteur des dépenses globales de plus de 2 millions pour la COVID ou avec un ratio appliqué à l'ensemble des universités. Donc, le coût COVID est estimé à 2,15 millions pour l'Université de La Réunion, sachant que l'exercice n'est pas fini. Il sera réévalué au 30 octobre 2020 avec une projection sur 2021 car la crise perdure. Au niveau du DSG, sur la partie fonctionnement, l'établissement est sur une stabilisation depuis quelques années, à environ 9 millions d'euros dont une part fixe et une part variable avec des crédits fléchés, c'est-à-dire destinés à des interventions spécifiques, pour le handicap, par exemple. La difficulté constatée lors des comptes rendus de gestion en interne avec l'ensemble des services et des composantes, c'est qu'il y a une forte demande au niveau du bâti, notamment avec une politique volontariste en matière d'avancée, par exemple, le développement de l'UFR Santé dans le sud. Il y a une forte demande d'entretien de fonctionnement annuel qui correspondrait à une enveloppe de 12 à 13 millions à l'année. L'objectif au sein du DSG est de démontrer que la surface augmente : 10 000 mètres carrés en 2015 à plus de 12 000 mètres carrés avec des coûts qui sont en croissance. Il est souhaité un rattrapage, comme il y a une stagnation de cette subvention de fonctionnement liée à l'entretien. Il s'agit de rattraper cinq ans, soit d'au moins 10 % de cette subvention demandée au ministère, ce qui équivaldrait à près d'1 million par an de subventions de fonctionnement supplémentaire. En outre, il est aussi demandé un financement spécifique *a minima* pour pouvoir effectuer ce rattrapage dès 2021 de près de 2 millions pour la maintenance et la rénovation des bâtiments universitaires, dans le cadre des économies d'énergie, au regard d'un besoin estimé à 4 millions d'euros. Ensuite, il y aura la partie dialogue avec le ministère pour un arbitrage prévu en novembre 2020 au niveau ministériel.

Le Directeur des ressources humaines poursuit sur la trajectoire relative aux ressources humaines. Au niveau de la masse salariale, ce qui est attendu au niveau du ministère, c'est notamment que l'établissement mette en place une trajectoire financière de 2021 à 2023 qui s'appuierait principalement sur l'outil GPEC qui a été déployé depuis l'année dernière au sein de l'établissement. Un autre point important qui pèse considérablement sur les dépenses de masse salariale et a été évoqué en amont est le GVT. Actuellement, le montant GVT socle en 2020 est estimé à 900 000 euros, soit près de 0,8 % des dépenses de masse salariale. La nouveauté cette année est que ce solde pourrait être compensé par le ministère, en lien avec le contrat quinquennal, notamment le rééquilibrage entre le ratio des personnels enseignants et des personnels BIATSS. En projection, avec le rattrapage à partir des ratios actuels, il y

aurait 15 à 18 créations de postes, principalement en faveur du recrutement des enseignants-chercheurs pour les quatre années à venir. Puis, il évoque un autre point, dans le cadre de la mise en œuvre de la NOF qui a finalement introduit un besoin en matière d'heures d'enseignement. Actuellement par rapport au potentiel y compris les moyens nouveaux obtenus dans le cadre de la loi ORE, de 21 000 heures d'enseignement qui seraient nécessaires à la mise en œuvre de la NOF. En équivalent financier, cela représente 1 100 000 euros de besoins pour pouvoir accompagner la NOF au sein de l'université. Sur ces points essentiels, l'établissement devra produire des indicateurs et les transmettre à la tutelle dans les meilleurs délais. Puis le ministère va opérer ses analyses pour déterminer le montant pour l'établissement afin d'être accompagné sur tous ces aspects.

Le Président du CAC précise que ce point d'étape n'appelle pas de vote puisque le dialogue de gestion est encore actif et vivant. La progression se fait avec l'ensemble des services pour aller chercher des moyens supplémentaires, tant pour la masse salariale que pour les autres grands chantiers qu'il considère nombreux. Il poursuit sur le DSG 2, pour l'année 2020 qui a représenté une enveloppe nationale beaucoup plus réduite, soit 15 millions d'euros pour l'ensemble des établissements du supérieur. Il s'agissait, pour ces établissements, de proposer deux ou trois projets financés sur le DSG 2. En ce qui concerne l'Université de La Réunion, elle a été accompagnée par le ministère à hauteur de 150 000 euros pour des dépenses liées à l'informatique et aux équipements nomades, pour cette fameuse rentrée 2020-2021 sous le sceau de formations hybrides, ce qu'il estime insuffisant. Toutefois, un FEDER aide l'établissement de façon beaucoup plus prononcée pour accompagner ce grand virage numérique qui est vécu actuellement.

Point n° 4. Police administrative.

(rapporteur : Président du Conseil académique)

Sans révéler l'identité de l'étudiant, les services ont été informés d'actes graves sur les réseaux sociaux, de propos sexistes et même d'appels à la violence. Les services ont été extrêmement réactifs, dès que le constat a été remonté au Président et dans les services par courriel, par différents enseignants le 24 septembre 2020. Le TJ de Saint-Denis a été informé des faits graves sur le fondement de l'article 40 du Code de procédure pénale. Enfin, une information de l'identité, de la photographie de l'étudiant qui avait été faite par le Pôle Égalité, le fonctionnaire de sécurité et de défense de la DLMHS. Tout cela a conduit à une redirection, au vu des faits, vers le site du ministère de l'Intérieur où la déclaration a été faite en ligne, avec un accusé de réception. La décision qui a été prise, sur ces bases, par le Président est intervenue le 30 septembre 2020. Une mesure conservatoire d'interdiction d'accès aux locaux de l'Université pendant 30 jours qui est une mesure très rare concernant un usager a été notifiée. Elle relève des dispositions du code de l'éducation, du code des relations entre le public et l'administration, du code de justice administrative, du code de procédure pénale. Vu les éléments factuels qui ont été présentés à l'administration, le Président a signifié à l'étudiant en question qu'il y aurait dès lors des faits susceptibles de constituer un délit, qu'il serait possible de lui imputer suite à la fameuse vidéo diffusée sur YouTube. Depuis, la police s'est saisie du dossier. C'est la dernière évolution en cours qui date du 26 octobre 2020. Entre-temps, l'établissement a reçu un courrier de regret de l'intéressé, daté du 1er octobre 2020. En tant qu'élus du Conseil académique, ces derniers sont informés de ce dossier après madame la rectrice et avant les administrateurs qui le seront prochainement.

Monsieur Lefebvre d'Hellencourt demande si les sections disciplinaires vont être également sollicitées pour le cas de cet étudiant.

Le DAJI répond qu'elle pourrait l'être. Les faits sont susceptibles, au regard de la qualification juridique des faits, de relever éventuellement de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers. Comme la police judiciaire est déjà saisie du dossier, il faut que l'établissement reste prudent pour ne pas interférer dans une procédure pénale qui est en cours. Le signalement a été fait sur PHAROS, le site du ministère de l'Intérieur qui, manifestement, a pris au sérieux la vidéo de cet étudiant et qui a dépêché l'étudiant a été sollicité par la police.

Le Président du CAC souligne la temporalité de la Section disciplinaire qui met plusieurs semaines, voire plusieurs mois à se réunir alors qu'il s'agissait véritablement de réagir dans l'instant, dès lors que les collègues enseignants-chercheurs avaient tout simplement été lanceurs d'alerte dans ce malheureux dossier. Pour l'instant, les suites sont entre les mains de la justice et de la police judiciaire.

Point n° 5. Processus de renouvellement des instances.

(rapporteur : Directeur des affaires juridiques et institutionnelles)

En premier point, il est rappelé les scrutins qui se sont tenus les 24 et 25 septembre 2020. Les résultats ont fait l'objet de trois recours devant la commission de contrôle des opérations électorales. Ces recours sont autorisés par le Code de l'éducation. Le premier recours a été rejeté comme étant irrecevable et concernait le scrutin des usagers. Deux autres recours, en revanche, ont été accueillis. Le premier à être accueilli et conduit à l'annulation du scrutin pour le collège A, « professeurs et personnels assimilés » du Conseil d'administration. Le second recours conduit à l'annulation de trois scrutins : collège 1, secteur un (droit, économie et gestion) de la Commission de la recherche ; secteur 4 (santé) de la Commission de la recherche, collège « professeurs et assimilés » ; collège A, secteur deux (lettres et sciences humaines) de la Commission de la formation et de la vie universitaire. Cette annulation pouvait faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif, mais l'établissement n'a pas souhaité faire de recours. Le processus doit tout simplement reprendre. Donc l'établissement est en train d'organiser la possibilité d'un scrutin début décembre 2020. Un comité électoral est convoqué lundi prochain pour examiner les propositions de processus électoraux dans les prochaines semaines. Ensuite sur le renouvellement des instances, il est rappelé aux élus que la procédure pour le renouvellement du Conseil d'administration pourra reprendre une fois que ces scrutins auront eu lieu. La première étape est la convocation du Conseil d'administration pour élire les personnalités extérieures, Pour la deuxième étape, le Conseil d'administration devra élire le prochain ou la prochaine président(e) du Conseil d'administration, donc de l'université.

Monsieur Parmentier questionne sur les délais. Si un scrutin est organisé début décembre, il demande s'il y aura, de nouveau, un appel à candidatures pour les personnalités extérieures.

Le DAJI indique que la décision a été rendue le 14 octobre 2020. Le processus est suspendu, cela a été confirmé par la commission de contrôle. Le processus reprend là où il s'est arrêté, c'est-à-dire à la clôture de l'appel public à candidatures. Les 22 candidats seront sollicités pour vérifier qu'ils maintiennent leur candidature, mais les services ne redemanderont pas de nouvelles pièces à ces candidats dont les candidatures étaient recevables.

Monsieur Parmentier interroge sur le délai de convocation des membres du Conseil d'administration pour choisir les extérieurs, si c'est d'une semaine.

Le DAJI répond par l'affirmatif.

Monsieur Parmentier ajoute qu'il faut de nouveau attendre une semaine, pour le délai de convocation pour l'élection du président.

Le DAJI acquiesce.

Monsieur Parmentier demande si l'élection du président ou de la présidente aura lieu avant la fermeture de l'établissement.

Le DAJI répond que ce serait envisageable pour l'administration et se fera avant le vendredi 18 décembre 2020.

L'ordre du jour étant épuisé le Président du Conseil académique adresse ses remerciements aux membres du Conseil académique et aux rapporteurs pour leur participation. Il clôt la séance à 16h11.

La secrétaire de séance

A blue ink signature consisting of a long, sweeping horizontal line followed by a smaller, more complex flourish.

Tatiana LEBEAU

Le Président du Conseil académique

A dark ink signature featuring a large, stylized 'L' shape with a horizontal line extending to the right and a vertical line crossing it.

Pr. Gilles LAJOIE